Effacer la Palestine pour construire Israël

Transformation du paysage et enracinement des identités nationales

Christine Pirinoli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8132>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8132

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2005

Pagination : 67-85

Référence électronique

Christine Pirinoli, « Effacer la Palestine pour construire Israël », *Études rurales* [En ligne], 173-174 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8132> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8132>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_173&ID_ARTICLE=ETRU_173_0067

Effacer la Palestine pour construire Israël. Transformation du paysage et enracinement des identités nationales

par Christine PIRINOLI

| Editions de l'EHESS | *Études rurales*

2005/1-2 - N° 173-174

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2050-5 | pages 67 à 85

Pour citer cet article :

—Pirinoli C., Effacer la Palestine pour construire Israël. Transformation du paysage et enracinement des identités nationales, *Études rurales* 2005/ 1-2, N° 173-174, p. 67-85.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

EFFACER LA PALESTINE POUR CONSTRUIRE ISRAËL

TRANSFORMATION DU PAYSAGE ET ENRACINEMENT DES IDENTITÉS NATIONALES

Christine Pirinoli

Peut-être que la plus grande bataille menée
par le peuple palestinien a été
celle du droit à une présence dont on se
souviennent, le droit de posséder et de
revendiquer une réalité historique collective
[Said 1999 : 12]¹.

LA GUERRE entre Israéliens et Palestiniens peut être définie comme territoriale, chacun revendiquant la même terre comme sienne. Pourtant ce conflit est, surtout, un formidable affrontement idéologique qui mobilise, non seulement deux récits nationalistes opposés et exclusifs mais également des disciplines aussi diverses que l'histoire, l'archéologie, la géographie, la cartographie ou encore l'écologie, qui furent mises au service de la construction de la mémoire et de l'identité collectives des deux peuples.

L'idée selon laquelle l'histoire est toujours écrite par les vainqueurs est un lieu commun. Néanmoins, la même chose pourrait être dite des disciplines mentionnées ci-dessus. Dès lors, il ne s'agit plus simplement de deux « versions » dont l'une serait mieux diffusée ou plus puissante que l'autre, mais bien d'un travail minutieux, pluridisciplinaire et concerté, qui modifie la réalité pour fonder le projet sioniste et effacer toute trace, dans l'espace et dans le temps, de la présence palestinienne.

L'anthropologie a en effet montré que l'espace, loin d'être un contenant inerte de la vie sociale, est façonné par les sociétés de

manière à signifier leurs valeurs et à donner corps à leur identité et à leur mémoire historique [Feld et Basso eds. 1996]. Dans cette optique, il apparaît comme un excellent moyen de transmettre ces objets symboliques de façon « immédiate », dans la mesure où ces derniers s'imposent comme « naturels », et donc comme autant de « vérités » indéniables. Ainsi, loin d'être un simple environnement brut, l'espace est, selon les termes de Margaret C. Rodman [2003 : 205], le produit de constructions politisées, culturellement relatives, historiquement spécifiques, locales et multiples.

Si ce processus est le fait de toute société, c'est particulièrement le cas de la Palestine² en raison de la rapidité et de l'intensité des modifications qu'elle a connues ainsi que de la concertation de différents agents, étatiques ou privés, qui ont conduit à l'effacement de l'espace de signification palestinien au profit de la mise en place de l'espace sioniste. Le paysage israélien peut donc se lire comme l'aboutissement ou, pour le moins, l'expression d'idéologies qui se sont traduites par des pratiques d'aménagement du territoire dans le but de matérialiser les récits historiques et les valeurs du nouvel État hébreu. La victoire militaire israélienne, en 1948, s'est accompagnée du triomphe d'une représentation de la terre et de la nation, qui s'est immédiatement inscrite dans le paysage au point de le modifier radicalement, en quelques années seulement, afin qu'il corresponde à cette vision de

1. Toutes les citations issues de textes anglais sont traduites par mes soins.

2. Sans autre précision, ce terme renvoie à la Palestine historique.

la réalité et, par conséquent, la corrobore. Seules quelques traces matérielles dans l'actuel Israël et, surtout, la mémoire palestinienne contrecarrent la victoire éclatante du récit sioniste et son inscription territoriale.

Or, malgré le début du processus d'Oslo qui aurait dû aboutir à la création d'un État palestinien sur une partie au moins des territoires occupés par Israël en 1967, cet effacement du paysage palestinien se poursuit, que ce soit en Israël ou dans les Territoires occupés, par des confiscations ou des destructions méthodiques de parcelles et de bâtiments, sous couvert de mesures sécuritaires ou pour la création de colonies de peuplement. Aussi, la prise en compte de cette confrontation symbolique et de sa traduction dans l'espace permet de porter un autre regard sur le conflit contemporain et sur l'échec des négociations pour la paix.

Je m'intéresserai ici au paysage non pas comme contexte naturel mais comme *ethnoscape* [Appadurai 1991], à savoir comme construction sociale et politique produite par – et qui vise à produire – une culture et une identité nationales. Une telle approche met l'accent sur la terre moins en tant que territoire revendiqué par deux nations qu'en tant qu'élément symbolique central dans les constructions identitaires et dans la mémoire des Palestiniens et des Israéliens. En optant pour une perspective historique, je souhaite mettre au jour à la fois les rapports de pouvoir et les instruments qui ont servi la matérialisation dans l'espace de ces représentations.

À cet égard, je reviendrai rapidement sur les représentations occidentales chrétiennes de la Palestine comme Terre sainte, représentations qui ont facilité l'inscription du discours sioniste dans l'espace. J'aborderai ensuite différentes

initiatives (scientifiques, politiques, privées) grâce auxquelles Israël a pu façonner un paysage totalement nouveau en fonction de ses mythes. Je proposerai enfin un éclairage sur les stratégies palestiniennes pour résister à cet état de fait et se réinscrire dans l'histoire à travers les récits de la mémoire qui font revivre un paysage désormais recouvert par le paysage sioniste. L'arbre, symbole de l'enracinement d'un peuple dans sa terre, sera au centre des représentations et des politiques des uns et des autres.

De la Terre sainte à la Terre promise

Selon W.J.T. Mitchell [1999 : 248], la Terre sainte est le plus grand mirage collectif de paysage que l'imagination humaine ait produit. De ce mirage les sionistes ont fait une réalité : l'État d'Israël comme incarnation territoriale de la Terre promise.

La force des représentations chrétiennes a orienté le regard sur la Palestine et ses habitants. Si la définition de cet espace géographique comme Terre sainte a une longue histoire, il s'agit essentiellement, comme le rappelle Keith W. Whitlam [1996], de celle de l'Occident chrétien et d'Israël. L'histoire des habitants de cette terre et les traces matérielles qu'ils ont laissées n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles s'insèrent dans le discours biblique, ce qui a conduit, au XIX^e siècle, à nier l'existence des Palestiniens³.

3. À propos des représentations et des pratiques occidentales ainsi que des enjeux de pouvoir entre les grandes puissances pour le contrôle des sites religieux, voir N.A. Silberman [1982].

Edward Robinson, en particulier, a fortement contribué à reconstruire ce qu'il considérait comme « l'authentique paysage historique de la Palestine » [Silberman 2001 : 103]. Ce chercheur américain a « identifié », dans la première moitié du XIX^e siècle, des dizaines de sites bibliques qu'il a recensés en utilisant des « preuves » empiriques (contrairement aux méthodes religieuses d'identification des sites) à partir desquelles on en est venu à redessiner la géographie de la Terre sainte au moyen d'une étude fondée sur « l'histoire positive ».

C'est à partir de son travail que l'on a superposé la carte de l'ancienne Palestine à celle du présent afin de mieux en découvrir les trésors cachés. Partant, on a posé les bases d'une nouvelle entreprise à la fois académique, religieuse et politique : l'archéologie biblique. Cette discipline, notamment sous l'égide du Palestine Exploration Fund créé en 1865 à Londres, a formé de nombreux chercheurs de diverses nationalités.

Dans cette optique, les paysages de Palestine sont considérés comme les représentations vivantes et atemporelles des paysages décrits dans la Bible. Les habitants et leur vie quotidienne sont perçus et mis en scène dans l'imaginaire scientifique, artistique et populaire, comme autant d'allégories bibliques⁴. Une telle approche a eu pour résultat, d'une part, d'identifier des villages à des sites bibliques jusque-là non localisés et, d'autre part, d'étudier le mode de vie des comportements palestiniens afin de comprendre la fonction des objets archéologiques découverts dans les fouilles. Ainsi la culture paysanne palestinienne paraît-elle figée : elle n'éveille l'intérêt des chercheurs qu'en tant que « fossile » de la culture décrite dans la Bible.

Cette conception a eu un impact sur la qualité des productions historiques et archéologiques, lesquelles ont souffert d'un biais biblique et orientaliste⁵. Mais ce sont surtout les implications politiques et sociales de cette représentation occidentale qui agiront ultérieurement contre les Palestiniens, puisque en découle « une dichotomie centrale dans le paysage physique du territoire d'Israël entre le passé et le présent, le primitif et le moderne, l'Arabe et le Juif » [Silberman 2001 : 107].

Cette représentation a ouvert la voie à l'acceptation, puis à la concrétisation, du projet sioniste car, de la Terre sainte à la Terre promise à Israël, il n'y avait qu'un pas à franchir dans la mesure où le discours biblique était le point de convergence entre les considérations historiques ou archéologiques des Européens et celles du mouvement sioniste. Ainsi, sur le plan scientifique comme sur le plan politique, la recevabilité de l'image d'une « terre sans peuple pour un peuple sans terre » relève directement des recherches qui construisent un passé biblique ignorant totalement, à différentes époques, l'existence et le rôle des populations indigènes et, en particulier, ceux des Palestiniens contemporains.

4. Étudiant les images circulant sur la Palestine entre la fin du XIX^e siècle et 1948, A. Moors [2001] montre comment la Palestine est transformée en une sorte de « musée vivant », au détriment d'une approche qui prendrait en compte son caractère historique et contemporain.

5. Au sujet du biais biblique en histoire, voir K.W. Whitelam [1996] ; pour l'archéologie, voir N. Abu El-Haj [1998] et A. Glock [1995]. Au sujet du biais orientaliste des productions scientifiques et littéraires, voir E.W. Said [1980].

Dès le tournant du XX^e siècle, avec les premières vagues d'immigration juive et le développement du mouvement sioniste, les représentations de la Palestine évoluent dans un double sens.

D'une part, l'imaginaire biblique reste très présent, toujours bien sûr pour les chrétiens occidentaux mais également pour les juifs. Les paysages orientaux, pour ne pas dire orientalistes, sont les modèles les plus appréciés des peintres juifs des années vingt. Sur leurs toiles, ces artistes évoquent des scènes anciennes qui correspondent plus à l'idée du passé biblique qu'à la réalité [Manor 2003]. La force de ces images est de localiser la patrie imaginaire dans un lieu géographique concret.

D'autre part, les rares tableaux de paysages « sionistes » représentent des terres très rationnellement cultivées, ayant perdu tout aspect oriental et qui dénotent l'idéal de la « conquête du désert ». Les photographies et cartes postales offrent, également, un double registre opposant visuellement Arabes et Juifs de telle sorte qu'ils ne semblent appartenir ni au même espace ni à la même temporalité. Les Palestiniens y apparaissent âgés, passifs, vêtus de manière traditionnelle, mis en scène dans des espaces arides, et s'adonnant à des activités qui renvoient à des scènes bibliques (berger gardant ses moutons, vieil homme assis sur un âne...). En d'autres termes, ils s'inscrivent hors du temps, alors que les sionistes s'inscrivent dans le présent et surtout dans l'avenir : jeunes, actifs, ils sont présentés comme éminemment modernes. Mais ils ne sont pas pour autant déconnectés de l'imaginaire biblique : plutôt que d'en être le tableau, certes vivant mais décontextualisé et anhistorisé, ils sont l'incarnation

des pionniers, qui, par leur travail physique dans l'agriculture considéré comme rédempteur, recréent les liens avec la terre de leurs ancêtres [Oren 1995]. Le titre de certaines séries de cartes postales (« Nous construisons la Palestine ») ou les légendes au dos de ces cartes mettent l'accent sur le travail de la terre ou sur le développement du pays comme moyen de construire une nouvelle société juive en opposition avec les communautés de la diaspora [Moors et Wachlin 1995 : 17].

À travers la production de tels stéréotypes visuels, le paysage devient une métaphore puissante pour soutenir la volonté d'établir un État hébreu en ce qu'il est l'expression de la nouvelle relation entre l'homme et la nature prônée par le sionisme. En ce sens, le sionisme incite à une renaissance et non pas à un retour. Les lieux choisis par les nouveaux immigrants sont à cet égard significatifs : près de 80 % d'entre eux vivaient dans les villes, et les collectivités agricoles ont été créées, dès 1882, sur la plaine côtière, qui a un statut périphérique dans l'histoire juive. Les achats de terre suivent donc une stratégie de constitution d'un territoire politique et non pas de retour mimétique au passé, comme le souligne la relative indifférence des sionistes vis-à-vis des lieux de mémoire juifs [Dieckhoff 1996 : 165].

Cette renaissance est basée, entre autres, sur une association signifiante entre la terre, le paysage, la nature et la résurgence de la nation ainsi que sur la notion de pionnier conçue comme un ensemble de dispositions envers le paysage [Selwyn 1995 : 114]. La nature, travaillée pour qu'elle corresponde à l'idéologie sioniste, est donc un paramètre clé de la construction de l'identité.

La Palestine n'est dès lors pas une entité concrète et contemporaine puisqu'elle n'est perçue qu'à travers le prisme des récits religieux chrétien et juif, et ce, dans une double temporalité : à la fois lieu d'origine, conformément au récit biblique, et perspective d'avenir – qu'il s'agisse de l'utopie religieuse de la fin du monde ou de la vision sioniste beaucoup plus proche.

1948 : Israël se superpose à la Palestine

Le sionisme politique a été marqué, à ses débuts, par l'indétermination territoriale : il a opté pour la Palestine, non pas pour des critères religieux mais du fait d'« un attachement historique à un territoire où le destin national des Juifs s'est noué. *Non pas la terre, lieu de l'hiérophanie, mais le territoire, enjeu de l'histoire* » [Dieckhoff 1996 : 161 ; mes italiques].

À partir de ce choix, il a fallu établir une assise territoriale en Palestine – d'où la politique d'achat de terres pour l'installation des migrants⁶ – et, surtout, légitimer la territorialisation du « peuple sans terre » et la création de l'État d'Israël.

Pour ce faire, on a insisté sur le rôle central de la nature et, en particulier, de la terre, à la fois rédemptrice et à « rédempter », dépeinte comme vide et désolée, se languissant du retour de ses anciens habitants hébreux [Zerubavel 1995 : 215].

En parfaite correspondance avec ce discours, l'interprétation qui est faite du conflit de 1948 ignore totalement les Palestiniens puisqu'elle décrit cette guerre comme une guerre d'« “indépendance” contre les Anglais (*Azma'ut*) et de “libération” du joug de la diaspora (*Shihrrur*) » [Pappé 1997 : 31]. En

d'autres termes, il se serait agi d'une simple lutte anticoloniale assortie du retour d'exilés.

Une telle vision de cette époque a immédiatement été consolidée par les politiques israéliennes d'effacement des signes de l'existence palestinienne. Je ne reviendrai pas ici sur l'historiographie et la politologie, ni sur la répression de toute expression de l'identité ou de la culture palestiniennes, particulièrement virulente après la guerre de 1967 et sous l'occupation territoriale qui s'ensuivit⁷. Je m'attacherai, en revanche, à l'examen des différentes politiques, étatiques ou privées, mises en place pour modifier radicalement et durablement le paysage afin qu'il ne révèle plus qu'exclusivement la présence et l'identité juives.

L'interprétation sioniste de l'exode palestinien participe du cadre théorique de ces réaménagements territoriaux : la fuite aurait été volontaire, parfois consécutive à l'injonction de dirigeants arabes, et dénoterait la lâcheté de ces immigrés fraîchement venus d'autres pays et qui n'auraient en fait aucun attachement au territoire. Cette représentation, longtemps restée pratiquement incontestée – sauf par les Palestiniens dont le récit était considéré comme illégitime – a été remise en question par la « nouvelle histoire » israélienne. Elle reste néanmoins

6. Cette politique a eu un succès mitigé puisque, en 1948, seulement 7 % des terres de Palestine étaient la propriété de juifs [Farsoun et Basso 1998 : 78].

7. Concernant le champ académique, voir notamment B. Kimmerling et J.S. Migdal [2003], I. Pappé [1997], E.W. Said et C. Hitchens [1988] et K.W. Whitlam [1996]. Concernant la répression israélienne de la culture palestinienne ou, dans certains cas, sa réappropriation, voir A.A. Abu-Hadba [1994] et M. Benvenisti [1983].

d'actualité, y compris dans le champ scientifique où certains continuent à la donner pour vraie⁸.

Outre qu'elle dispense de toute responsabilité dans le « problème des réfugiés », cette version de l'histoire a surtout entériné un mythe majeur de l'idéologie sioniste : celui d'une terre sans peuple. En effet, à peine les villages sont-ils vides qu'ils sont systématiquement détruits. Dès juin 1948, ces démolitions prennent le caractère d'une mission politique pour bloquer le retour des réfugiés. À la fin de 1948, les pressions internationales en faveur de ce retour augmentent et, en mai 1949, le gouvernement prend la décision de liquider tous les villages restants⁹.

Pour Ghazi Falah [1996], c'est précisément cet anéantissement concerté et méthodique du paysage palestinien – par opposition à une destruction qui serait la conséquence des affrontements – qui autorise à qualifier le conflit de 1948 de guerre totale. Dans une recherche minutieuse portant sur l'effacement de la culture matérielle palestinienne, il relève que ce sont les lieux de vie et les structures à même de révéler le passé palestinien qui disparaissent : lorsque des bâtisses restent debout, ce sont des écoles¹⁰, des khans (caravansérails), des monastères (directement liés à des pays européens) ou des beaux bâtiments considérés comme non arabes (émanant du temps des croisades).

Ces destructions s'accompagnent de la construction intensive d'exploitations agricoles : 170 exploitations sont bâties entre 1948 et 1949, 130 l'année suivante¹¹. Quant à celles qui existent déjà, elles sont agrandies en prenant sur les terres des villages arabes voisins. Ces colonies ont une importance militaire et politique d'autant plus capitale qu'elles sont principalement édifiées dans les zones supposées

appartenir à un État arabe, selon le plan de partage des Nations unies de 1947.

Ainsi, en deux ans, l'espace palestinien est totalement remodelé suivant deux idées essentielles : le contrôle du territoire et l'oblitération de tous les lieux qui signifiaient le passé arabe de la région. Sur cette terre désormais déserte, il s'agit d'implanter une identité nouvelle, et des sciences comme l'archéologie, la géographie ou la cartographie vont se charger de nationaliser le paysage afin qu'il figure et légitime l'entreprise sioniste. Ainsi, la vision sioniste de l'espace conquis et, surtout, le lien direct entre le présent et le passé sont rendus « objectifs » par leur inscription dans le territoire, qui, en retour, les consolide en leur donnant une expression

8. J. Peters [1984], par exemple, l'affirme récemment dans un ouvrage qui, après avoir été encensé par certains critiques, s'est avéré être, selon les termes de N. Finkelstein [1995 : 22], « la fraude la plus spectaculaire jamais publiée sur le conflit arabo-israélien ». Archives à l'appui, N. Finkelstein [1995] et E.W. Said et C. Hitchens [1988] infirment les propos de J. Peters. Sur le mythe de la fuite des Palestiniens, voir également S. Flapan [1987].

9. Différents chiffres sont avancés : B. Morris [1987] parle de 369 localités ; d'autres auteurs palestiniens en recensent jusqu'à 480. W. Khalidi [1992 : XIX] en dénombre 418, dont 382 villages quasiment anéantis. Seuls 7 villages sont restés presque intacts et ont été repeuplés par des habitants juifs.

10. Dans les villages, celles-ci ont le plus souvent été construites par les Anglais.

11. Soit 300 en moins de trois ans. À titre de comparaison, 243 colonies agricoles avaient été construites durant les soixante-six années d'immigration juive en Palestine ayant précédé l'établissement de l'État d'Israël [Benvenisti 2000].

matérielle qui s'énonce de manière quasiment immédiate. De ce fait, on peut parler de *home-landscapes* [Azaryahu 2002 : 149] dans le sens où la patrie a été transformée d'une idée abstraite en une réalité qui la dénote autant qu'elle la produit.

La loi sur les antiquités de l'État d'Israël (1978) est une bonne illustration de ces pratiques à cheval entre politique et science. Cette loi ne protège le patrimoine matériel que s'il est antérieur à 1700 ou s'il a une valeur historique. Ainsi, trois cents ans d'histoire sont laissés à l'abandon car, à l'exception de certains bâtiments datant des premiers pionniers juifs, aucune structure de valeur historique n'a été déclarée antiquité à protéger [Benvenisti 2000 : 305]. Qui plus est, en totale contradiction avec la loi, certains monuments palestiniens antérieurs à 1700 sont détruits sans états d'âme. Le peuple palestinien disparaît donc de l'espace et de l'histoire de ce qu'on appelle, depuis 1948, Israël¹².

Comme le montre Nadia Abu El-Haj [1998] à propos des fouilles israéliennes à Jérusalem – mais ce constat peut s'étendre à toute la discipline –, l'archéologie joue un rôle central dans la production d'un matériel culturel qui s'inscrit dans le paysage en tant que traces d'histoires particulières, au détriment d'autres. Comme diverses sciences, elle participe ainsi du conflit dans la mesure où elle produit des signes concrets à partir desquels les revendications politiques et culturelles sont avancées.

La cartographie n'est pas en reste. Durant le mandat britannique, les tentatives sionistes visant à proposer des noms hébreux à différents sites ont le plus souvent essuyé des refus. La carte établie par les Anglais, dans les années quarante, ne comportait qu'environ 200 noms

hébreux désignant des colonies juives. Outre quelques noms de sites religieux mentionnés dans leur version anglaise (Jérusalem, Hébron), la toponymie était constituée de noms arabes transcrits.

À partir de la déclaration de l'État d'Israël, un énorme travail est accompli pour fournir des cartes qui reflètent les modifications drastiques de l'espace et proposent des noms hébreux aux routes, sites, rivières, dans l'idée soit de restaurer la toponymie biblique soit de servir des intérêts nationalistes.

Paradoxalement, beaucoup de noms actuels dérivent de l'arabe. En effet, seuls 174 lieux étaient nommés dans l'Ancien Testament ou dans les sources historiques juives [Azaryahu 2002 : 159]. Cependant, conformément aux théories des historiens et archéologues bibliques, il était admis que la toponymie arabe contemporaine avait préservé, malgré une certaine distorsion, les noms anciens. Deux tactiques ont donc été appliquées : la traduction en hébreu de certains noms arabes et la création de nouveaux noms à partir d'une homophonie avec les termes arabes.

Quoi qu'il en soit, des milliers de noms ont changé de sens, effaçant un univers pour le remplacer par un autre, car, comme nous le rappelle Meron Benvenisti [2000 : 38-39], les noms deviennent une réalité une fois inscrits sur une carte.

12. Cet effacement réside également dans les termes utilisés pour désigner les Palestiniens qui vivent en Israël. « Arabes israéliens » quand ils sont incontournables, ils deviennent pudiquement les « absents » quand il s'agit de confisquer leurs propriétés ou de leur dénier certains droits sociaux.

La commission en charge de ce travail dit être attentive à ne rayer aucune caractéristique spatiale des cartes ; en revanche, elle stipule ne pas mentionner les « ruines invisibles ». Pourtant, nombre de villages palestiniens n'apparaissent pas sur les cartes malgré la présence de ruines visibles ; d'autres possèdent un nouveau nom accompagné d'un symbole signifiant « ruine ancienne ». Une fois ces « ruines anciennes » masquées par la nature ou érodées par le temps, les symboles disparaissent. Ainsi, « le processus de consolidation de la “carte actuelle” avec la “carte hébraïque” s'est poursuivi aussi longtemps que le processus d'éradication de tout signe d'habitation dans les villages arabes a continué ; alors les “ruines dont aucune trace visible ne restait” ont été effacées de la carte – ainsi que leur nom » [Benvenisti 2000 : 42].

Au début des années soixante, une nouvelle carte du pays est publiée, offrant une toponymie uniquement hébraïque et décrivant une réalité tout autre. Cette carte est non seulement un outil de contrôle du territoire mais surtout le moyen de se l'approprier au détriment de celui qui n'a pas le pouvoir de nommer les choses, donc de les faire exister : pas de nom arabe, pas de lieu arabe !

Les noms sont choisis suivant deux orientations : l'une s'inscrivant dans la « continuité »¹³ et s'inspirant de la Bible, l'autre voulant souligner la modernité et ayant un accent plus nationaliste. De ce point de vue il est intéressant de noter que la victoire du Likoud, en 1977, a engendré deux modifications : d'une part, la ligne toponymique suivie a majoritairement opté pour des noms à résonance biblique ; d'autre part, cette victoire politique a immédiatement conduit à transformer la Cisjordanie, occupée

depuis dix ans, en Judée et Samarie ainsi qu'à renommer nombre de ses lieux géographiques en hébreu afin de revivifier la Bible et la patrie ancestrale : si 20 % des nouveaux noms ont une connotation biblique en territoire israélien, ce chiffre s'élève à 47 % en Cisjordanie [Cohen et Kliot 1992 : 666]. On est donc passé d'une phase d'hébraïsation, qui visait essentiellement à nationaliser l'espace, à une phase de judaïsation du paysage, qui tend à l'empreindre d'une signification religieuse. De surcroît, une telle pratique illustre les enjeux de pouvoir inhérents aux questions toponymiques. Si l'annexion de la Cisjordanie n'a pas *de facto* été proclamée, son appropriation symbolique et concrète par Israël est patente : outre les noms, il suffit de voir le nombre de colonies, routes réservées aux colons et autres terres saisies pour comprendre que l'enjeu est bel et bien la possession du territoire. Cette appropriation par les colonies de peuplement est devenue massive à partir du tournant politique de 1977. Elle a effacé le paradoxe territorial de la première immigration sioniste qui, plutôt que de s'installer sur les collines « bibliques », avait préféré les plaines côtières.

Analysant les principes sous-jacents au choix de l'emplacement et de l'architecture de ces colonies, Rafi Segal et Eyal Weizman [2004 : 86] relèvent, au-delà de la rhétorique religieuse, l'aspect stratégique essentiel. Ces colonies ne sont pas, disent-ils, des lieux de

13. Il s'agit d'une continuité fictive entre la période biblique et le nouvel État hébreu, qui fait totalement abstraction de tout ce qui s'est passé entre ces deux temporalités.

résidence mais créent un vaste réseau de « fortifications civiles », lesquelles, disséminées à travers le paysage, sont utilisées par le gouvernement israélien pour administrer le pouvoir et soumettre les Palestiniens en lieu et place des institutions (armée et police). En effet, la colonisation prend les traits d'une occupation des collines. Outre qu'elle répond à un besoin sécuritaire par la surveillance panoptique qu'elle permet sur les vallées où se situent les villages palestiniens, elle conduit à la création de deux « géographies nationales » qui se superposent selon un axe tant vertical que symbolique :

Sur le dessus, la « Judée-Samarie », pays des colonies et d'avant-postes militaires, avec leurs routes de contournement et leurs tunnels ; et en dessous, la « Palestine », pays de villes et de villages, de routes de terre battue et de sentiers. [...] cette façon dont les Israéliens perçoivent l'espace dans lequel ils vivent conditionne à son tour leurs valeurs mêmes : l'observateur contre l'observé, un ghetto cartésien contre une périphérie chaotique, une culture menacée contre des « fabricants de désert » (selon les termes de Ben Gourion), la ville contre le désert, le passé et l'avenir contre le présent, les Juifs contre les Arabes [Rotbarb 2004 : 52].

L'espace palestinien a donc cédé la place à l'espace israélien : paysage transformé, villages enfouis sous la terre ou enclavés par les colonies, cartes avec une nouvelle nomenclature sont autant d'expressions de l'inscription d'une victoire politique et militaire dans la terre et, partant, de la négation de l'autre : pas nommé, sans histoire ni géographie, l'autre n'est plus qu'un repoussoir pour affirmer sa propre légitimité. Car si un tel

effort a été fourni pour éradiquer l'héritage non hébreu de l'espace, c'est peut-être précisément, nous dit Meron Benvenisti [2000 : 47], du fait de la perception du puissant sens d'enracinement des Palestiniens.

La mémoire palestinienne est pratiquement la seule trace tangible de ce passé qui n'a pu être éradiquée. Les réfugiés créent et recréent leur paysage, leur terre par leurs récits et leurs pratiques : produire une carte – même s'il s'agit désormais d'une carte historique qui représente une réalité disparue en 1948¹⁴ –, nommer les villages détruits plutôt que les localités juives actuelles, conserver les anciens noms de sites sont autant de stratégies symboliques pour se réinscrire dans le passé comme dans le présent ou dans l'avenir.

Dans cette dynamique, les arbres occupent une place centrale comme marqueurs d'un lieu et comme emblèmes des racines des deux peuples.

« Arbre pour arbre »

À côté de la destruction de plusieurs centaines de villages, l'arrachage d'arbres peut sembler dérisoire. Pourtant, cette question me paraît essentielle pour deux raisons : d'une part, boiser, déboiser, planter et arracher sont des actions efficaces pour agir sur le paysage et le transformer durablement – ce sont des moyens de

14. Des ouvrages comme ceux de M.M. al-Dabbagh [1966] ou de W. Khalidi [1992] compilent, sous forme d'encyclopédie, des données historiques, démographiques, géographiques et écologiques sur les villages disparus tout en les situant sur une carte. De simples narrateurs dessinent également, devant le chercheur, la carte de leur village détruit.

s'approprier l'espace et d'asseoir sa suprématie ; d'autre part, l'arbre est le symbole même de l'enracinement d'un peuple dans sa terre. Dans le cas qui nous occupe, il est à la fois le support de la mémoire nationale et un gage de propriété sur une terre contestée.

Chez les Palestiniens, de nombreuses chansons populaires célèbrent les oliviers et les orangers, et des arbres considérés comme saints sont fréquemment associés aux tombes. Depuis qu'ils ont été confrontés aux sionistes, l'arbre est un symbole important de résistance : l'olivier, le figuier de barbarie ou, plus simplement, tout arbre ancien ont le pouvoir de marquer les lieux – donc de faire réémerger une terre « engloutie » sous le paysage israélien.

Du point de vue sioniste, la signification de l'arbre est autre. D'une part, en figurant le succès à planter des racines dans l'« ancienne patrie » il assure une continuité symbolique entre le passé décrit par la Thora et le présent ; d'autre part, il permet d'effacer de la terre tout signe de l'histoire palestinienne qui risque de porter atteinte à sa transformation en territoire national hébreu.

Arracher l'arbre de l'autre pour planter le sien s'avère être un acte emblématique puissant.

Il est intéressant de souligner qu'un même symbole est devenu, de manière différenciée, un référent central de l'identité et de la mémoire des deux peuples. Parmi ces arbres, trois sont hautement significatifs. Les figuiers de barbarie étaient utilisés par les Palestiniens pour délimiter certaines parcelles ou certains villages. Très difficiles à éradiquer, ils continuent à émailler le territoire malgré les destructions israéliennes. Ils symbolisent parfaitement la présence antérieure ainsi que la résistance des racines palestiniennes à l'adver-

sité. Qui plus est, le terme arabe *sabr*, qui veut dire patience, désigne en Palestine le figuier de barbarie. Cet arbre renvoie, dans la littérature¹⁵, le cinéma¹⁶, la peinture¹⁷ et dans la chanson¹⁸, à la cause nationale et, partant, à la mémoire collective.

Dans les années trente, les mêmes figuiers de barbarie en sont venus à désigner les Juifs natifs par opposition aux nouveaux migrants¹⁹. Tout en signalant la légitimité de leurs droits sur cette terre, ces arbres évoquent également la nouvelle personnalité sioniste : dure et piquante à l'extérieur, douce à l'intérieur et surtout très forte et profondément enracinée dans la Terre promise.

Les orangers et les oliviers sont également des emblèmes importants dans les deux cultures. Les premiers étaient cultivés par les Palestiniens

15. Sur la symbolique des arbres dans la littérature et la poésie, palestinienne et israélienne, se reporter à C. Bardenstein [2005].

16. Voir le film documentaire sur la mémoire palestinienne intitulé *Al-Sabbar*, réalisé par le Suisse Patrick Bürge en 2000.

17. À partir de l'analyse des toiles de 'Asim Abu Shaqra centrées sur le figuier de barbarie, K. Boullata [2001] retrace la signification de ce thème dans la peinture palestinienne et israélienne.

18. Un groupe palestinien se nomme Sabrîn (pluriel de *sabr*). Sur une musique novatrice inspirée du folklore, ses chansons décrivent les réalités sociales, politiques et économiques de Cisjordanie.

19. C'est le terme *sabra*, version « internationalisée » de l'hébreu *tzabar*, qui est utilisé également en français pour désigner ces sionistes nés en Palestine et, ultérieurement, en Israël.

qui en exportaient les fruits avant que l'orange de Jaffa ne devienne le fer de lance des exportations israéliennes. Les seconds, arbres bibliques par excellence, figurent le lien avec un passé ancestral du fait de leur longue durée de vie. Ils sont au cœur des représentations palestiniennes, d'une part parce qu'ils sont le prototype de la culture régionale depuis des temps immémoriaux et qu'ils sont très résistants, leurs racines étant très profondes, d'autre part parce qu'ils sont les arbres les plus arrachés par les Israéliens et incarnent, dès lors, le destin des Palestiniens, qui, malgré les nombreuses tentatives de l'occupant, résistent et restent ancrés dans la terre.

L'arbre est donc un motif clé utilisé par les deux peuples pour affirmer d'authentiques droits sur la terre. La nature est ainsi appelée à légitimer les revendications des Palestiniens et des Israéliens.

D'enjeux symboliques, les arbres sont devenus des enjeux du conflit, objets d'une politique implacable d'arrachage et de plantation, dans la tentative de s'inscrire à la place de l'autre dans l'espace.

La politique d'anéantissement des villages, à partir de 1948, ne semble pas suffisante pour effacer la présence palestinienne : il est nécessaire de purger le paysage de ses traces et de son histoire [Mitchell *op. cit.* : 250]. Des mesures d'urgence viennent donc la renforcer. Notamment, l'ordonnance de 1948 sur les terres en friche stipule que le ministère de l'Agriculture peut saisir des terres non cultivées et les transférer à quelqu'un qui les exploitera. Cette ordonnance a été appliquée pour confisquer les terres palestiniennes avant que la loi sur les propriétés des absents (1950) n'autorise la nationalisation de biens terrestres ou immobiliers

s'élevant à des milliards de dollars²⁰. Ces mesures se sont pourtant révélées insuffisantes face à la pression des colonies agricoles et à la volonté de conquérir les terrains des villages arabes voisins. Ainsi, dans nombre de régions, les Palestiniens ont été empêchés d'accéder à leurs terres déclarées zones fermées avant qu'elles ne soient considérées en jachère et données à des Juifs. Pour être rapidement transformées en terrains en friche, des parcelles cultivées ont été systématiquement détruites. En particulier, des dizaines de milliers de *dunum* d'oliviers ont été arrachés.

En 1948, afin de « fleurir le désert », un demi-million de *dunum* a ainsi été transféré à des cultivateurs juifs [Benvenisti 2000 : 158] : pratique présentée comme nécessaire à la mise en place d'une agriculture moderne, elle rendait le retour des paysans palestiniens d'autant plus difficile que leurs moyens de subsistance avaient été anéantis. L'espace était vidé de ces arbres qui rappelaient trop ostensiblement que la terre n'était pas déserte et qu'elle avait appartenu à une population qui en prenait soin.

En parallèle, des dizaines de sites de villages détruits ont été labourés ou arborisés de sorte qu'ils ne sont plus identifiables. De nombreuses petites forêts ont surgi au milieu des

20. La définition de ces propriétaires « absents » était très large puisqu'elle comprenait notamment toute personne qui séjournait dans des pays arabes, qui avait quitté sa résidence habituelle en Israël ou dont la propriété était en un lieu tenu par des forces qui souhaitaient empêcher l'établissement d'Israël [Abu Hussein et McKay 2003 : 70]. Selon B. Kimmerling et J.S. Migdal [2003], cette loi de 1950 a permis la confiscation de 40 % des terres palestiniennes, soit environ 2 millions de *dunum* (mesure ottomane utilisée dans la région, qui correspond à 1 000 m²).

champs cultivés comme autant de preuves d'une nature florissante. En réalité, ces bosquets cachent souvent les restes des villages. C'est en voyageant avec des vieux Palestiniens dans des taxis collectifs que j'ai pris la mesure de l'importance de ces « cartes mémorielles ». Une fois renseigné sur l'objet de mes recherches, l'un ou l'autre des passagers commençait à me décrire, sous le paysage visible, la géographie effacée. De Gaza à Jérusalem, le long de la route empruntée par le taxi, j'ai donc découvert, dans les deux sens du terme, un paysage désormais masqué mais ô combien vivant dans la mémoire de ses anciens habitants.

Ces forêts ont essentiellement été plantées par le Fonds national juif (FNJ), qui a lancé différentes campagnes à partir du début du XX^e siècle. Au départ, afin de promouvoir la rédemption par le travail de la terre ou de soutenir les premières communautés agricoles, il s'agissait d'arbres fruitiers. Pourtant, la dimension symbolique de l'afforestation pour signifier à la fois la restauration du lien à la terre et la légitimité des revendications sionistes était centrale à l'époque. Les incidents autour de la forêt Herzl, initiée en 1906, sont à cet égard parlants. Ainsi que le relate Carol Bardenstein [1999], l'agronome en charge de ce travail avait employé des Palestiniens. En réaction, des travailleurs juifs ont vivement protesté et ont organisé une marche pour exiger le droit de planter ces arbres. Durant la manifestation, ils ont arraché les arbres déjà mis en terre par les mains arabes et les ont replantés, obtenant ainsi gain de cause.

Dès 1948, ces afforestation visent principalement à effacer les traces matérielles du paysage palestinien et à enraciner l'identité et la mémoire juives.

Adhérant totalement au mythe d'une terre sans peuple, le FNJ affirme encore aujourd'hui alors qu'il retrace l'historique de sa mission :

Il n'y avait jamais eu de forêts ni de parcs en Eretz²¹ Israël. Les premiers pionniers juifs qui sont arrivés en Eretz Israël à la fin du XIX^e siècle ont trouvé un pays *désert et aride sans le moindre arbre* [mes italiques]²².

Toute la littérature du FNJ dépeint les sionistes comme les propriétaires légitimes de la terre, par opposition aux habitants, temporairement présents, qui l'auraient négligée, causant sa désertification. Par la juxtaposition d'images, les archives photographiques du Fonds présentées comme « avant » et « après » le retour sioniste instillent la même rhétorique :

Nous sommes revenus, nous l'avons inséminée et, en conséquence, elle nous appartient [Bardenstein 1999 : 158-159].

L'action de planter un arbre est pratiquement devenue une activité nationale si ce n'est un rituel obligatoire. À l'école, à l'occasion de fêtes, pour commémorer un événement ou la mort de quelqu'un, on incite Israéliens, Juifs de la diaspora ou tout simplement les touristes à planter un arbre.

21. Terre d'Israël en hébreu. Ce terme recouvre tous les territoires qui ont, à un moment ou à un autre, fait partie d'un des royaumes juifs. En plus de l'intégralité de la Palestine historique, il comprend une partie importante de la Jordanie actuelle.

22. <http://192.116.234.203/kkl/french/profile.asp>

L'un des sites Internet du FNJ, créé en 2003 pour la commémoration de la guerre de 1973, synthétise à merveille la signification de cet acte :

[...] le KKL [acronyme hébreu du FNJ] et ses 220 millions d'arbres plantés depuis 1908 (au rythme de 3 millions et demi par an), et planter un arbre, c'est bien la preuve de notre propriété sur cette terre. Il n'y a qu'un propriétaire qui développe et qui cultive sa terre [...] Il faudrait en planter encore plus de 20 millions pour reboiser le Néguev. [...] Car planter un arbre, c'est s'enraciner un peu plus chaque jour dans la terre de nos ancêtres²³.

L'arbre a ici une double valeur symbolique : non seulement il désigne le propriétaire de la terre mais il signale son travail et sa compétence à fleurir le désert. Ou plutôt à le refleurir (puisque'il faut « reboiser » le Néguev), ce qui souligne d'autant mieux la non-légitimité des revendications palestiniennes sur cette terre qu'ils ont laissée à l'abandon et transformée en désert par manque d'intérêt et d'attachement.

La nature joue ainsi un rôle majeur dans la construction de l'identité israélienne puisque la rédemption provient d'un travail qui se matérialise dans le paysage par les arbres nouvellement plantés.

Dans la même optique, des centaines de circuits dans la campagne et à Jérusalem sont proposés chaque année aux écoliers et aux adultes, civils ou militaires, par la Société pour la protection de la nature en Israël (SPNI). On peut lire sur le site Internet de cette ONG²⁴ très proche du gouvernement que son objectif est de faire partager « le respect, l'amour et la compréhension de la nature et de la terre ». Pour ce

faire, les guides « fouillent l'histoire, l'anthropologie et la biologie, et contournent la politique », de sorte que l'histoire naturelle et l'histoire sociale semblent nécessairement interconnectées.

En réalité, comme le dévoile Tom Selwyn [*op. cit.* : 119-122], l'idée est de renforcer le sentiment patriotique par l'enseignement *in situ*, en contact direct avec la terre, de l'histoire sociale ancienne et contemporaine, de l'architecture, en insistant sur des points stratégiques tels que la « guerre d'indépendance » ou les colonies modernes. Significativement, les Arabes sont presque totalement absents de ces exposés, qu'il s'agisse de la réalité présente ou passée : ils n'apparaissent ça et là que comme Égyptiens (en relation avec la guerre de 1948) ou comme *effendi*, grands propriétaires terriens dont certains ont vendu des parcelles aux premiers colons. En revanche, ces commentaires sont l'occasion de générer des jugements moraux entre soi – le bon – et l'Autre – le mauvais, destructeur de la nature et, partant, de la culture, qui est entre autres incarné par le Palestinien. Israël est présenté comme le gardien, voire le seul responsable légitime et compétent de cette nature.

Significativement, la défense de la nature et la défense de l'État (le terme hébreu *haganah* est utilisé dans les deux cas) sont associées. La protection du paysage apparaît donc comme le plus sûr moyen de protéger la nation, raison pour laquelle le travail de la SPNI est reconnu par le gouvernement israélien comme effort de guerre [Selwyn *op. cit.* : 131].

23. www.kkl-sud.org/print.php?sid=237

24. www.mcjc.org/MJTRAVEL/MJtis001.htm

De fait, les arbres sont devenus des enjeux de la guerre, notamment au début de la première *intifâda*. Sur l'injonction de leur commandement, les Palestiniens mettent le feu à de nombreuses forêts entre 1988 et 1990. Au-delà du sabotage économique, en anéantissant les arbres illégitimement plantés sur leurs terres pour recouvrir leurs villages ils déciment symboliquement l'occupant.

Les Israéliens répondent très vivement à cette atteinte à leur identité nationale. Plutôt que d'interpréter ces actes comme des actes politiques, certains les décrivent comme la manifestation d'un désir gratuit de destruction qui confirme leurs propres droits sur cette terre [Zerubavel 1996 : 85]. Significativement, une caricature parue dans un journal israélien montre Arafat remettant aux incendiaires un certificat de « brûleurs d'arbres » fait sur le modèle des certificats de planteurs d'arbres décernés par le FNJ [Bardenstein 2005].

Concrètement la réaction israélienne prend deux formes radicalement opposées mais néanmoins complémentaires. D'une part, une campagne du FNJ intitulée « arbre pour arbre », en référence à l'injonction biblique « œil pour œil », est rapidement mise sur pied. Elle encourage le public à replanter chaque arbre détruit, marquant ainsi le territoire de façon ostensible : les nouvelles forêts israéliennes scellent la propriété de la terre – et ce n'est pas par hasard si ce sont souvent les sites des anciens villages palestiniens que l'on reboise. D'autre part, des dizaines de milliers d'arbres palestiniens sont arrachés dans les Territoires occupés²⁵, pour la plupart des arbres fruitiers, qui, par les soins qu'ils requièrent, désignent peut-être trop clairement que la terre ne fut pas un désert en at-

tente de cultivateurs. La majorité de ces arbres sont des oliviers dont les plus beaux seront replantés dans des colonies. Quand ils n'ont pu être arrachés pour cause de difficultés ou de coût, ces oliviers ont été sciés à la base. Paradoxalement l'effet ne fut pas celui que l'on escomptait : après un certain temps, des pousses ont émergé du tronc scié. Ces oliviers peuvent être ainsi considérés comme l'expression de la résilience des Palestiniens face aux tentatives de destruction israéliennes.

L'arbre, enraciné dans la terre, est à tout point de vue le symbole idéal des racines sociales et culturelles d'un peuple : arracher l'un pour mieux implanter l'autre, tel semble être l'enjeu d'une politique qui se présente comme écologique. Dans le paysage, ces pratiques se traduisent, d'un côté, par la désertification des terres cultivées palestiniennes²⁶ et, de l'autre, par l'afforestation des terres israéliennes. Sur le plan symbolique, ces modifications du paysage entérinent le sionisme, qui consacre sa propriété de la terre par le pouvoir qu'il exerce sur l'espace et renforce la pertinence de ses valeurs en « prouvant » que seuls les Israéliens sont capables de faire fleurir le désert.

Mais qu'en est-il d'une telle position dans le cadre du processus d'Oslo, qui devait mener à

25. Le rapport « Human Right Update 6 » dénombre plus de 160 000 arbres arrachés en Cisjordanie entre décembre 1987 et mars 1993.

26. Cette désertification est également le fait de la politique israélienne de gestion de l'eau, qui est extrêmement restrictive dans les Territoires occupés, que l'on songe à l'extraction, au transfert, à la construction d'installations ou à la consommation [Selby 2003].

la paix et donc à l'acceptation de la présence «partagée» (et non plus exclusive) sur cette terre? Loin de moi l'idée de retracer ici les nombreux aléas de ce processus²⁷. Je me contenterai de prolonger les réflexions soulevées ci-dessus en questionnant, brièvement, le récit sioniste et son inscription dans le paysage durant cette période.

La terre à l'encontre de la paix

Le processus d'Oslo²⁸ est présenté comme un échange : la terre contre la paix. Pourtant, cette même terre semble irrémédiablement démentir la formule.

Les médias se focalisent sur tout éventuel accord, reprise de négociation ou progrès sur le terrain. En revanche, la réalité qui s'inscrit chaque jour dans l'espace n'est que peu décrite²⁹, les aspects symboliques sous-jacents à cette réalité encore moins.

Or, le paysage parle plus ouvertement que les politiciens. Depuis le début des accords d'Oslo, 3 nouvelles colonies ont été établies officiellement (et 42 illégalement) dans les Territoires palestiniens, portant à 145 leur nombre officiel (soit 200 localités en comptant les colonies illégales qui semblent définitivement implantées). Entre septembre 1993 et juillet 2000, le nombre de logements dans ces colonies a augmenté de 52,5 %³⁰ ; parallèlement, les terres alentour ont été confisquées pour cet «agrandissement naturel». Depuis la deuxième *intifâda*, la colonisation se poursuit intensément. De surcroît, alors qu'il annonçait le retrait unilatéral de la bande de Gaza, le 20 février 2005, le gouvernement a entériné, cinq jours plus tard, l'existence de 120 colonies illégales tout en planifiant, pour 2005, plus de 6 000 unités de logement en Cisjordanie.

Entre 1995 et 1997, plus de 20 000 *dunum* de terres ont été saisis pour construire une trentaine de routes reliant ces colonies entre elles et à Israël. En 1998, 12 nouveaux axes routiers ont été approuvés. Ces routes, larges de 50 à 100 mètres, sont bordées de zones de sécurité interdites à toute activité palestinienne, ce qui étend la largeur de la bande routière à 200 mètres [Fouet 2000]. Concrètement ce réseau implique la destruction de nombreuses parcelles cultivées et coupe l'accès des agriculteurs palestiniens à leurs terres, fractionnant l'espace de manière à le rendre socialement impraticable.

27. D'autres l'ont fait à partir de différents arguments politiques. Voir notamment B. Botiveau [1999] ou encore G. Giacaman et D.J. Lonning eds. [1998].

28. Le début du processus d'Oslo est symbolisé par la poignée de main entre Arafat et Rabin, le 13 septembre 1993 à Washington, lors de la signature de la déclaration de principes qui sert de cadre aux négociations. Si l'échec de la rencontre de camp David II, en juillet 2000, est décisif, l'arrêt du processus est déterminé par le déclenchement de la deuxième *intifâda*, le 11 septembre suivant.

29. Sur la dégradation des conditions de vie durant le processus d'Oslo, voir, en particulier, S. Roy [1999]. Pour un état de la situation sociale et économique depuis la deuxième *intifâda*, voir le rapport de R. Bocco, M. Brunner, I. Daneels, J. Hussein, F. Lapeyre et J. Rabah, « Palestinian Public Perceptions on their Living Conditions », Genève, IUED, 2003.

30. Ces chiffres émanent du rapport de l'ONG israélienne Peace Now : « Housing Sarts in the Settlements since the Oslo Agreement, Jerusalem, december 2000 ». La population a augmenté de 52 % entre décembre 1993 et juin 1999. On prévoyait que la hausse s'élèverait à 72 % fin 2000.

En plus des actions gouvernementales, bon nombre d'exactions sont commises par des colons, comme l'arrachage d'arbres ou l'anéantissement des récoltes. Ces agressions sont parfois violentes, allant jusqu'à provoquer des blessures quand ce n'est pas la mort. Les colons, bénéficiant d'un statut extraterritorial, échappent à la juridiction palestinienne. Quant aux autorités israéliennes, elles ferment la plupart du temps les yeux. Ainsi, dans un rapport sur l'application des lois aux colons des Territoires occupés³¹, on constate que seuls 7 % des Israéliens responsables de la mort de Palestiniens sont déclarés coupables de meurtre ; dans près de la moitié des cas, le dossier est clos ou il n'y a pas d'investigation, et leur peine est surtout symbolique³².

Le respect de la loi est souvent invoqué pour détruire des terres palestiniennes. Dans un article paru dans le quotidien *Ha'Aretz*, le 23 janvier 1999, le journaliste G. Levy rapporte l'histoire de Ayish Abu Hilwan, paysan de Bayt Dijan, à l'est de Naplouse, en Cisjordanie. Ce dernier a planté, en 1987, près de 600 oliviers qu'il a soignés douze ans durant avant qu'ils ne soient arrachés, sur ordre de l'administration civile israélienne, en 1999, sous prétexte que ce verger avait été illégalement planté (bien que sur des terres appartenant à Abu Hilwan). Or, dans le sol rocailleux de cette région, les oliviers ne fructifient qu'après douze années de soins. C'est donc précisément au moment où Abu Hilwan aurait pu récolter les premiers fruits de son patient labeur que les autorités israéliennes auraient « découvert » l'illégalité de ce verger. Il s'agit, une fois encore, de montrer qui est le maître de la terre.

Depuis le début de la deuxième *intifâda*, la situation s'est gravement détériorée : dévastations de parcelles et arrachages d'arbres se sont multipliés. À cela s'ajoutent les punitions collectives. Rien que dans la bande de Gaza, l'armée israélienne a rasé, entre le 29 septembre 2000 et le 14 février 2001, plus de 7 000 *dunum* de terre dont 80 % étaient cultivés³³. Notons que les organisations de défense des droits de l'homme qui font état de ces exactions quotidiennes signalent leur nette recrudescence à la saison des récoltes.

Enfin, depuis juin 2001, un mur pudiquement nommé « barrière de séparation » empêche, sur 660 kilomètres, l'entrée des Palestiniens en Israël. Mesure unilatérale prise par le gouvernement hébreu et sévèrement condamnée par la Cour internationale de justice de La Haye en juillet 2004, ce mur atteint jusqu'à 8 mètres de haut et est entouré d'une zone de sécurité s'étendant jusqu'à 50 mètres de part et d'autre. Il est construit à 90 % sur des terres palestiniennes confisquées et dont les arbres ont été arrachés. Outre qu'il procède à une

31. « Tacit Consent : Israeli Policy on Law Enforcement towards Settlers in the Occupied Territories », Jerusalem, B'Tselem.

32. Le rapport mentionne, par exemple, le cas d'un colon qui, après avoir été jugé coupable du meurtre d'un enfant palestinien de 11 ans, s'est vu prononcer une peine de six mois de service communautaire.

33. Palestinian Center for Human Rights, « Uprooting Palestinian Trees and Leveling Agricultural Land. The Fifth Report on Israeli Land Sweeping and Demolition of Palestinian Buildings and Facilities in the Gaza Strip (14th February 2001) ».

modification radicale de l'espace, il barre l'accès des Palestiniens à leurs terres en plus de les cantonner dans leur village ou leur ville. De surcroît, le 8 juillet 2004, le gouvernement d'Ariel Sharon a discrètement réactivé la loi sur les propriétés des absents de 1950, ce qui a conduit à la saisie massive – sans aucune compensation – de terres et de biens immobiliers appartenant à des Palestiniens coupés de leurs propriétés par le mur. Selon Meron Benvenisti, cité dans le quotidien *Ha'Aretz* du 21 janvier 2005 qui révèle l'affaire, la moitié des propriétés de Jérusalem-Est pourraient être concernées par ces confiscations.

En d'autres termes, l'État hébreu poursuit son entreprise de territorialisation de l'histoire et de l'identité israéliennes en combinant l'idéologie et les valeurs sionistes, l'apport de disciplines telles que la cartographie et l'archéologie, des politiques d'aménagement du territoire ainsi que d'autres pratiques étatiques ou privées, dans le cadre du droit ou de la force. Ce processus dénie la légitimité, voire l'existence, du passé palestinien, qui est littéralement effacé de l'espace. Aussi comprend-on aisément que la terre et le paysage soient la pierre angulaire, non seulement du conflit mais également des représentations symboliques palestiniennes et israéliennes. Terreau de l'identité nationale de deux

peuples, ils procèdent plus de la culture que de la nature puisqu'ils sont pour chacun le lieu de la médiation entre le passé et le présent, entre la mémoire et l'oubli. Les symboles des uns se sont inscrits dans l'espace comme autant d'actes de possession tandis que ceux des autres se sont inscrits dans leur mémoire collective.

Reste un paradoxe : à force de travailler l'espace pour effacer toute trace du passé palestinien et asseoir sa propre légitimité, Israël a totalement transformé le paysage avec ses routes, ses colonies, ses cultures intensives, ses forêts et son mur. La nature ne correspond plus aux représentations juives en fonction desquelles elle devait exprimer la continuité entre passé biblique et présent. Comme le relèvent Rafi Segal et Eyal Weizman [2004 : 87] :

Cela même qui confère au paysage ce caractère « biblique » ou « pastoral », son habitat traditionnel, ses cultures en terrasses, ses oliveraies, ses bâtiments de pierre et la présence du bétail, tout cela est l'œuvre des Palestiniens, dont les colons juifs sont venus prendre la place. Pourtant, ceux qui cultivent les « vertes oliveraies », rendant biblique le paysage, sont eux-mêmes exclus du panorama. Les Palestiniens sont là pour fabriquer le décor avant de disparaître.

Bibliographie

Abu El-Haj, N. — 1998, « Translating Truths. Nationalism, the Practice of Archeology, and the Remaking of Past and Present in Contemporary Jerusalem », *American Ethnologist* 25 (2) : 166-188.

Abu-Hadba, A.A. — 1994, « How Zionist Authorities Dealt with Palestinian Folklore », in S. Kanaana ed.,

Folk Heritage of Palestine. Birzeit, Research Center for Arab Heritage : 55-92.

Abu Hussein, H. et F. McKay — 2003, *Access Denied. Palestinian Land Rights in Israel*. New York, Zed Books.

Appadurai, A. — 1991, « Global Ethnoscapes. Notes

- and Quesries for a Transnational Anthropology », in R.G. Fox ed., *Recapturing Anthropology. Working in the Present*. Santa Fe, School of American Research Press : 191-210.
- Azaryahu** — 2002, « Homelands. Zionist Landscapes of a Hebrew Homeland. Three cases », in R. Robin et B. Strath eds., *Homelands. Poetic Power and the Politics of Space*. Oxford, Peter Lang.
- Bardenstein, C.** — 1999, « Trees, Forests, and the Shaping of Palestinian and Israeli Collective Memory », in M. Bal, J. Crewe et L. Spitzer eds., *Acts of Memory. Cultural Recall in the Present*. Hanovre et Londres, University Press of New England : 148-170. — 2005, *Cultivating Attachments. Discourses of Rootedness in Palestine/Israel*. Stanford, Stanford University Press (à paraître).
- Benvenisti, M.** — 1983, *Israeli Censorship of Arab Publications. A Survey*. New York, Fund for Free Expression. — 2000, *Sacred Landscape. The Buried History of the Holy Land since 1948*. Londres, Berkeley, University of California Press.
- Botiveau, B.** — 1999, *L'État palestinien*. Paris, Presses de la FNSP.
- Boullata, K.** — 2001, « 'Asim Abu Shaqra. The Artist's Eye and the Cactus Tree », *Journal of Palestine Studies* 30 (4) : 68-82.
- Cohen, S.B. et N. Kliot** — 1992, « Place-Names in Israel's Ideological Struggle over the Administered Territories », *Annals of the Association of American Geographers* 82 (4) : 653-680.
- al-Dabbagh, M.M.** — 1966, *Bilâduna Filastîn (Notre patrie, la Palestine)*. VIII : *al-diyâr al-ghazziyya (Les villages gazaouis)*. Beyrouth, Dâr al-Talîca.
- Dieckhoff, A.** — 1996, « Les dilemmes territoriaux d'Israël », in B. Badie et M.-C. Smouts eds., *L'international sans territoire*. Paris, L'Harmattan : 159-170.
- Falah, G.** — 1996, « The 1948 Israeli-Palestinian War and Its Aftermath. The Transformation and De-Signification of Palestine's Cultural Landscape », *Annals of the Association of American Geographers* 86 (2) : 256-285.
- Farsoun, S. et K.H. Basso** — 1998, *Palestine and the Palestinians*. Oxford, Westview Press.
- Feld, S. et K.H. Basso eds.** — 1996, *Senses of Place*. Santa Fe, School of American Research Press.
- Finkelstein, N.** — 1995, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*. New York, Verso.
- Flapan, S.** — 1987, *The Birth of Israel. Myths and Realities*. Londres, Croom Helm.
- Fouet, S.** — 2000, « La Palestine d'Oslo au quotidien », in J.-P. Chagnollaud, R. Dhoquois-Cohen et B. Ravenel eds., *Palestiniens et Israéliens. Le moment de vérité*. Paris et Montréal, L'Harmattan : 25-36.
- Giacaman, G. et D.J. Lonning eds.** — 1998, *After Oslo. New Realities, Old Problems*. Londres, Pluto Press.
- Glock, A.** — 1995, « Cultural Bias in the Archaeology of Palestine », *Journal of Palestine Studies* XXIV (2) : 48-59.
- Khalidi, W.** — 1992, *All That Remains. The Palestinian Village Occupied and Depopulated by Israel in 1948*. Washington D.C., Institute for Palestine Studies.
- Kimmerling, B. et J.S. Migdal** — 2003, *The Palestinian People. A History*. Londres et Cambridge, Harvard University Press.
- Manor, D.** — 2003, « Imagined Homeland. Landscape Painting in Palestine in the 1920s », *Nations, Nationalism* 9 (4) : 533-554.
- Mitchell, W.J.T.** — 1999, « Landscape and Idolatry. Territory and Terror », in I. Abu-Lughod, R. Heacock et K. Nashef eds., *The Landscape of Palestine. Equivocal Poetry*. Birzeit, Birzeit University Publications : 235-254.
- Moors, A.** — 2001, « Presenting Palestine's Population Premonitions of the Nakba », *The MIT Electronic Journal of Middle East Studies (Crossing Boundaries. New Perspectives on the Middle East 1)*.
- Moors, A. et S. Wachlin** — 1995, « Dealing with the Past. Creating a Presence : Picture Postcards of Palestine », in I. Abu Ghazaleh ed., *Discourse and Palestine. Power, Text and Context*. Amsterdam, Het Spinhuis : 11-26.
- Morris, B.** — 1987, *The Birth of the Palestinian Problem, 1947-1949*. Cambridge et New York, Cambridge University Press.
- Oren, R.** — 1995, « Zionist Photography, 1910-1941. Constructing a Landscape », *History of Photography* 19 (3) : 201-210.
- Pappé, I.** — 1997, « Post-Zionist Critique on Israel and the Palestinians. The Academic Debate », *Journal of Palestine Studies* XXVI (102) : 29-43.

Peters, J. — 1984, *From Time Immemorial. The Origins of the Arab-Jewish Conflict over Palestine*. New York, Harper and Row.

Rodman, M.C. — 2003, « Empowering Place. Multi-locality and Multivocality », in D. Lawrence-Zuñiga ed., *The Anthropology of Space and Place. Locating Culture*. Oxford, Blackwell : 204-223.

Rotbarb, S. — 2004, « Homa Oumigdal. Mur et tour, matrices de l'architecture israélienne », in R. Segal et E. Weizman eds., *Une occupation civile. La politique de l'architecture israélienne*. Paris, Les Éditions de l'Imprimeur : 39-58.

Roy, S. — 1999, « De-Development Revisited. Palestinian Economy and Society since Oslo », *Journal of Palestine Studies* XXVIII (3) : 64-82.

Said, E.W. — 1980, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Paris, Le Seuil. — 1999, « Palestine. Memory, Invention and Space », in I. Abu-Lughod, R. Heacock et K. Nashif eds., *The Landscape of Palestine. Equivocal Poetry*. Birzeit, Birzeit University Publications : 3-20.

Said, E.W. et C. Hitchens — 1988, *Blaming the Victims. Spurious Scholarship and the Palestinian Question*. Londres et New York, Verso.

Segal, R. et E. Weizman — 2004, « La montagne. Principes de la construction sur les hauteurs », in *id.* eds.,

Une occupation civile. La politique de l'architecture israélienne. Paris, Les Éditions de l'Imprimeur : 79-99.

Selby, J. — 2003, *Water, Power and Politics in the Middle East. The Other Israeli-Palestinian Conflict*. Londres, Tauris.

Selwyn, T. — 1995, « Landscapes of Liberation and Imprisonment. Towards an Anthropology of the Israeli Landscape », in E. Hirsch et M. O'Hanlon eds., *The Anthropology of Landscape. Perspectives on Place and Space*. Oxford, Clarendon Press : 114-134.

Silberman, N.A. — 1982, *Digging for God and Country*. New York, A. Knopf. — 2001, « Structurer le passé. Les Israéliens, les Palestiniens et l'autorité symbolique des monuments historiques », in F. Hartog et J. Revel eds., *Les usages politiques du passé*. Paris, EHESS : 99-115.

Whitelam, K.W. — 1996, *The Invention of Ancient Israel. The Silencing of Palestinian History*. Londres et New York, Routledge.

Zerubavel, Y. — 1995, *Recovered Roots. Collective Memory and the Making of Israeli National Tradition*. Chicago, The University of Chicago Press. — 1996, « The Forest As a National Icon. Literature, Politics, and the Archeology of Memory », *Israel Studies* 1 (1) : 60-99.

Résumé

Christine Pirinoli, *Effacer la Palestine pour construire Israël. Transformation du paysage et enracinement des identités nationales*

La construction d'un État requiert la nationalisation du territoire. Dans le cas d'Israël, cette appropriation territoriale s'est caractérisée, depuis 1948, par un remodelage du paysage afin que ce dernier dénote l'identité et la mémoire sionistes tout en excluant l'identité et la mémoire palestiniennes. À travers un parcours historique, cet article examine la façon dont ce processus a éliminé tout ce qui, dans l'espace, exprimait la relation palestinienne à la terre. Parmi les stratégies utilisées, l'arbre revêt une importance particulière pour signifier l'identité enracinée dans le territoire : arracher l'une pour mieux (ré)implanter l'autre, tel semble être l'enjeu de nombreuses politiques, passées et présentes.

Abstract

Christine Pirinoli, *Effacing Palestine to Build Israel: The Changing Landscape and Deeply Entrenched National Identities*

State-building entails nationalizing a territory. In the case of Israel, this appropriation of land has, since 1948, been characterized by a remodeling of the landscape so that it signifies the Zionist identity and memory to the exclusion of the Palestinian ones. This historical approach examines how this process has eliminated anything on the land that expressed the Palestinian relation to the earth. Among the strategies put to use, trees have taken on special significance as markers of an identity rooted in the soil. To uproot one tree in order to plant another seems to be the issue in many policies, past and present.